

Les correspondantes du *Monde* et de *Libération* expulsées du Burkina Faso

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures ,

Mis à jour il y a 2 heures



Le capitaine Ibrahim Traoré, proutident de transition du Burkina Faso, à Ouagadougou le 4 mars. OLYMPIA DE MAISMONT / AFP

La sûreté d'État a sommé samedi Sophie Douce et Agnès Faivre de quitter Ouagadougou dans les 24 heures, sans fournir de motif.

Les correspondantes des quotidiens *Le Monde* et *Libération* au Burkina Faso ont été expulsées du pays samedi soir, ont annoncé dimanche leurs rédactions qui dénoncent une mesure «*inacceptable*» et «*arbitraire*». Les deux journalistes avaient été convoquées vendredi à Ouagadougou à la sûreté nationale. Il leur a ensuite été donné l'ordre de quitter le Burkina Faso dans les 24 heures.

«*Notre correspondante au Burkina Faso, Sophie Douce, vient d'être expulsée du pays (...) en même temps que sa consœur de Libération, Agnès Faivre*», indique *Le Monde* sur son site. Le directeur du journal, Jérôme Fenoglio, «*demande aux autorités*

locales de revenir au plus vite sur ces décisions et de rétablir sans délai les conditions d'une information indépendante dans le pays».

Enquête sur des exactions de l'armée

«La sanction est tombée et, avec elle, la confirmation que la liberté de la presse au Burkina Faso est lourdement menacée», écrit pour sa part Libération en précisant que sa correspondante et sa consœur du Monde sont arrivées «dimanche matin à Paris». Les deux des journalistes «d'une parfaite intégrité» travaillaient au Burkina Faso «en toute légalité, avec des visas et des accréditations valables délivrées par le gouvernement burkinabè».

Pour Libération, la raison de l'expulsion est claire. Le quotidien précise que «la publication le 27 mars de l'enquête (...) sur les circonstances dans lesquelles a été filmée une vidéo montrant des enfants et adolescents exécutés dans une caserne militaire, par au moins un soldat, avait évidemment fortement déplu à la junte au pouvoir au Burkina Faso».

Le porte-parole du gouvernement burkinabè, Jean-Emmanuel Ouédraogo, avait en effet réagi en condamnant des «manipulations déguisées en journalisme pour ternir l'image du pays des Hommes intègres», assurant que l'armée agit «dans le strict respect du droit international humanitaire».

Cinq jours plus tôt, le gouvernement d'Ibrahim Traoré avait ordonné la suspension «sine die» de la diffusion de France 24 sur son territoire. Cette décision faisait suite à l'entretien du journaliste Wassim Nasr, spécialiste des questions djihadistes, avec le chef d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), Abou Obeida Youssef Al-Annabi. La junte estimait que la chaîne française avait offert «un espace de légitimation des actions terroristes». Début décembre, la junte au pouvoir avait déjà suspendu la diffusion de Radio France Internationale (RFI), du même groupe que France 24, France Médias Monde.

À lire aussi

Donald Trumpet inculpé par le procureur de Manhattan dans l'affaire Stormy Daniels

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

À Bakhmout, les Mi-8 ukrainiens harcèlent l'armée russe: le récit de l'envoyée spéciale du Figaro 

Guerre en Ukraine : la Russie va mobiliser 400.000 soldats, selon le renseignement britannique

▶ [REGARDER LA VIDÉO](#)

